OBSERVATOIRE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MALVERSATIONS ECONOMIQUES

OLUCOME

OBSERVATORY FOR FIGHT AGAINST CORRUPTION AND ECONOMIC EMBAZZLEMENT

INTEGRITE EQUITE TRANSPARENCE

Réf : 006./OLUCOME/05/2020. Bujumbura, le 15 / 05 / 2020

A Son Excellence Monsieur le Président de la République du Burundi avec les assurances de notre plus haute considération.

**A Bujumbura**.

**Objet :** Votre message tenu dans la semaine du 04 mai 2020 en rapport avec les corrompus.

Son Excellence Monsieur le Président de la République,

Suite à votre message de campagne électorale tenu dans la semaine du 04 mai 2020 en rapport avec les voleurs des fonds publics, nous avons un grand honneur de nous adresser auprès de votre plus haute autorité pour vous demander de trouver des solutions notamment aux dossiers de corruption comme promis avant la fin de votre mandat présidentiel d'août prochain.

En effet, Excellence Monsieur le Président de la République, l'Observatoire de Lutte contre la corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) a entendu votre message adressé aux militants du parti CNDD-FDD lors d'un meeting organisé dans le cadre de la campagne électorale de votre parti politique CNDD-FDD au pouvoir. Ce message disait que les deniers publics sont pleins de fonds et que les voleurs qui seront attrapés seront sanctionnés sévèrement avant la fin de votre mandat en août 2020. A ce sujet, Excellence, nous nous demandons comment le Burundi possède des moyens financiers bien remplis dans le trésor public alors qu'il est classé économiquement presqu'en dernière position par les institutions crédibles. A titre illustratif, en 2019, selon la Banque Africaine de Développement (BAD), le Burundi a atteint un taux de chômage de 65 %. Quant au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), en 2019, il a classé le Burundi le 4ème pays le plus pauvre du monde. La Banque Mondiale précise que le Burundi a atteint l'année dernière un taux de pauvreté de plus de 70%. La dette publique s'est déjà multipliée par quatre depuis 2016 à l'année 2019 et a atteint un record jamais vu au Burundi depuis l'indépendance (700 milliards Fbu en 2016 à 2.753 milliards Fbu en 2019.)

Bien plus, Excellence Monsieur le Président de la République, en tenant compte de votre message de campagne ci-haut mentionné, l'OLUCOME voudrait vous demander de se saisir d'urgence de ces dossiers suivant où l'OLUCOME a senti l'odeur de corruption et de malversations économiques avérées afin qu'une issue favorable soit trouvée avant la fin de votre mandat présidentiel :

1. Le porte-parole du Président de la République en date du 9 novembre 2018 a précisé que le Burundi perd par an 30 millions de dollars américains (plus de 60 milliards Fbu par an) qui vont dans les poches des exploitants miniers qui n'ont pas respecté les clauses des contrats. Aussi, en date du 19 octobre 2018, ce même discours avait été également tenu par le Deuxième Vice-Président de la République, Monsieur Joseph Butore où il a précisé, « La situation du rapatriement des devises issues de l'exportation de l'or est alarmante ». Selon Butore , plus de 83 % des recettes en devises pour les minerais exportés ne sont pas rapatriées au trésor public .

2. D'après le calcul de l'OLUCOME, les fonds budgétisés annuellement dans la loi des finances dans le cadre de l'AMISSOM seraient de 40 milliards de Fbu au lieu de 3 milliards Fbu. Nous vous demandons de trouver ceux qui mettent dans leurs poches ce reste de 37 milliards Fbu.

3. Au cours d'une réunion tenue par le Ministre de l'Energie et mines, Monsieur Côme Manirakiza avec les cadres de la REGIDESO le 29 mars 2019 , il a évoqué les différents cas graves de corruption observés au sein de la REGIDESO, une société à100% publique : un personnel pléthorique inoccupé mais payé, le recouvrement des avoirs de cette entreprise non suivi, les stocks dits « morts » (non utilisables) évalués à plus de 13 milliards de Fbu, des raccordements truqués. Certaines autorités, les institutions publiques et les privés (dont certains collaborent avec le parti au pouvoir et d'autres en sont issus) ne paient pas des arriérés dues à la REGIDESO à tel enseigne que les arriérés à cette société s'évaluent à 70 milliards de Fbu.

4. Les contributions de la population burundaise aux élections de 2020 ont été volées par les conseillers des Gouverneurs et des conseillers collinaires. Le Gouverneur de la province Rumonge a annoncé que parmi ces deux conseillers, l'un a volé une somme de ces contributions collectées dans 5 communes de la province de Rumonge équivalente à 25 millions de Fbu.

5. L'OLUCOME a senti l'odeur de la corruption, du trafic d'influence et de conflit d'intérêt dans les dossiers concernant la location à des prix exagérés suivants:

a) Le Cabinet du Ministre de la Sécurité publique et certains services dudit ministère louent le bâtiment sis au quartier Mugoboka appartenant au Ministre de la sécurité publique, Alain-Guillaume Bunyoni en violation de toutes les lois de la République ;

b) Le tribunal de grande instance de la mairie de Bujumbura a pris en location du bâtiment sis à Ngagara quartier 9 appartenant à Edouard Nduwimana, l'Ombudsman burundais;

c) Le parquet général près la Cour d'appel de Bujumbura loue le bâtiment sis à Kamenge appartenant à Evrard Giswaswa, l'Ancien Maire de la ville de Bujumbura ;

.

d) La présidence de la République loue le bâtiment résidentiel du président de la République appartenant à l'Ancien Président de la République, feu Michel Micombero ;

e) Les services nationaux des renseignements et l'Inspection Générale de la police louent le bâtiment du député Aloys Ntakirutimana alias Wakenya.

L'OLUCOME ne cité que ces quelques dossiers de corruption et reste à votre disposition pour en transmettre d'autres au cas échéant.

Dans l'espoir de recevoir des solutions rapides à ces dossiers de corruption et des malversations économiques, nous vous prions d'agréer, Excellence Monsieur le Président de la République, l'expression de notre plus haute considération.

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président

le 15/05/09

Observatoire de Lutte Contre la Corruption et les Malversations Economiques
OLUCOME
B.P 6616
Tél:212113

**C.P.I à :**

-Son Excellence madame la Ministre à la Présidence en charge de la Bonne Gouvernance ;

- Son Excellence madame la Ministre de la Justice et Garde du sceaux.

**A Bujumbura**